

ULIMITED HANGOUT est un site de Journalisme d'investigation, indépendant et non censuré, de Whitney Webb et ses collaborateurs. Whitney Webb est un écrivain et chercheur spécialisé dans le renseignement, la technologie, la surveillance et les libertés civiles. (*Texte original en anglais*)

TOUS LES LIENS DIRIGENT VERS DES PAGES EN ANGLAIS EXCEPTÉ CEUX SUIVIS DE: (FR)

“LES AGENCES AMÉRICAINES ET BRITANNIQUES D'INTEL DÉCLARENT UNE CYBERGUERRE CONTRE LES MÉDIAS INDÉPENDANTS

”

Les services de renseignement britanniques et américains sont en train de "militariser la vérité" pour mettre fin aux hésitations concernant les vaccins alors que les deux pays se préparent à des inoculations massives, dans une "cyberguerre" récemment annoncée qui sera commandée par des arbitres de la vérité alimentés par l'IA contre des sources d'information qui contestent les récits officiels.

La semaine dernière, les États américains et britanniques chargés de la sécurité nationale ont discrètement fait savoir que les cyber-outils et les tactiques en ligne précédemment conçus pour être utilisés dans la "guerre contre le terrorisme" de l'après-11 septembre sont maintenant reconvertis pour être utilisés contre des sources d'information favorisant l'"hésitation au vaccin" et des informations relatives au Covid-19 qui vont à l'encontre des déclarations de l'État.

Une nouvelle cyber-offensive a été lancée lundi par l'agence britannique de renseignement sur les signaux, le Government Communications Headquarters (GCHQ), qui cherche à cibler les sites web qui publient des contenus considérés comme de la "propagande" qui suscite des inquiétudes concernant le développement du vaccin Covid-19 parrainé par l'État et les multinationales pharmaceutiques impliquées.

Des efforts similaires sont en cours aux États-Unis, l'armée américaine ayant récemment financé une entreprise soutenue par la CIA — composée d'anciens responsables de la lutte antiterroriste qui étaient derrière l'occupation de l'Irak et la montée de l'État dit islamique — afin de développer un algorithme d'IA (intelligence artificielle) visant spécifiquement les nouveaux sites web promouvant des désinformations "suspectes" liées à la crise Covid-19 et à l'effort de vaccination Covid-19 mené par l'armée américaine, connu sous le nom d'opération Warp Speed.

Les deux pays s'apprêtent à réduire au silence les journalistes indépendants qui expriment des inquiétudes légitimes quant à la corruption de l'industrie pharmaceutique ou à **l'extrême secret** qui entoure les efforts de vaccination Covid-19 parrainés par l'État, maintenant que le candidat vaccin de **Pfizer(FR)** doit être **approuvé par la Food and Drug Administration (FDA)** américaine d'ici la fin du mois.

L'histoire de Pfizer, qui s'est vu infliger **des milliards d'amendes pour commercialisation illégale** et corruption de fonctionnaires pour les aider à couvrir un essai de **médicament illégal qui a tué onze enfants** (entre autres crimes), n'a pas été mentionnée par la plupart des médias, qui ont au contraire célébré l'approbation apparemment imminente du vaccin Covid-19 de la société sans remettre en question l'histoire de la société ou le fait que la technologie de l'ARNm utilisée dans le vaccin a suivi les protocoles normaux des essais de sécurité et n'a jamais été approuvée pour un usage humain. Il n'est pas non plus mentionné que

la directrice du Centre d'évaluation et de recherche sur les médicaments de la FDA, Patrizia Cavazzoni, est **[l'ancienne vice-présidente de Pfizer chargée de la sécurité des produits](#)**, qui a dissimulé le **[lien entre l'un de ses produits et des anomalies congénitales](#)**.

Essentiellement, le pouvoir de l'État est exercé comme jamais auparavant pour contrôler les discours en ligne et déplorer les sites d'information afin de protéger les intérêts de puissantes entreprises comme **[Pfizer\(FR\)](#)** et **[d'autres géants pharmaceutiques à scandales, ainsi que les intérêts des États américains et britanniques chargés de la sécurité nationale, qui sont eux-mêmes intimement impliqués dans l'entreprise de vaccination contre le virus Covid-19.](#)**

La nouvelle cyberguerre du renseignement britannique vise la "propagande anti-vaccins".

Lundi, le journal britannique **[The Times a rapporté](#)** que le GCHQ du Royaume-Uni "a lancé une cyber-opération offensive pour perturber la propagande anti-vaccins diffusée par des États hostiles" et "utilise pour ce faire une boîte à outils mise au point pour s'attaquer au matériel de désinformation et de recrutement colporté par l'État islamique". En outre, le gouvernement britannique a ordonné à la 77e brigade de l'armée britannique, **[spécialisée dans la "guerre de l'information"](#)**, de lancer une campagne en ligne pour contrer les "récits trompeurs" sur les candidats vaccins Covid-19.

La "guerre cybernétique" récemment annoncée par le GCHQ ne se contentera pas de faire tomber la "propagande anti-vaccins", mais cherchera également à «perturber les opérations des cyber-acteurs qui en sont responsables, notamment en chiffrant leurs données afin qu'ils ne puissent pas y accéder et en bloquant leurs communications mutuelles". L'effort consistera également pour le GCHQ à contacter d'autres pays de l'alliance "Five Eyes" (États-Unis, Australie, Nouvelle-Zélande et Canada) pour alerter leurs agences partenaires dans ces pays afin qu'elles ciblent ces sites de "propagande" hébergés à l'intérieur de leurs frontières.

Le Times a déclaré que "le gouvernement considère la lutte contre les fausses informations sur l'inoculation comme une priorité croissante à mesure que la perspective d'un vaccin fiable contre le coronavirus se rapproche", ce qui laisse entendre que les efforts continueront à s'intensifier à mesure qu'un candidat vaccin se rapproche de l'approbation.

Il semble que, du point de vue de l'État britannique chargé de la sécurité nationale, ceux qui remettent en question la corruption dans l'industrie pharmaceutique et son impact possible sur les principaux candidats vaccins expérimentaux Covid-19 (qui utilisent tous des technologies de vaccins expérimentaux qui n'ont jamais été approuvés auparavant pour un usage humain) devraient être ciblés avec des outils conçus à l'origine pour lutter contre la propagande terroriste.

Alors que le Times a affirmé que l'effort viserait le contenu "qui provient uniquement des adversaires de l'Etat" et ne ciblerait pas les sites de "citoyens ordinaires", le journal a suggéré que l'effort s'appuierait sur le gouvernement américain pour déterminer si un site fait partie ou non d'une opération de "désinformation étrangère".

Ceci est très troublant étant donné que les Etats-Unis ont récemment saisi les domaines de nombreux sites, dont l'American Herald Tribune, **[qu'ils ont erronément qualifié de "propagande iranienne"](#)**, bien que son rédacteur en chef, Anthony Hall, soit basé au Canada. Le gouvernement américain a fait cette déclaration au sujet de l'American Herald Tribune après que la société de cybersécurité FireEye, un entrepreneur du gouvernement américain, ait déclaré qu'il avait une "confiance modérée" dans le fait que le site avait été "fondé en Iran".

En outre, le fait que le GCHQ ait allégué que la plupart des sites qu'il envisage de cibler sont «liés à Moscou» est une source de préoccupation supplémentaire étant donné que le gouvernement britannique a été pris **en train de financer** l'Initiative d'intégrité de l'Institute for Statecraft, qui a faussement qualifié les critiques des actions du gouvernement britannique ainsi que leur récits **concernant le conflit syrien** comme étant liés aux campagnes de «désinformation russe».

Compte tenu de ce précédent, il est certainement plausible que le GCHQ puisse croire sur parole soit un gouvernement allié, un entrepreneur gouvernemental, ou peut-être même une organisation médiatique allié **comme Bellingcat** ou **le DFRLab du Conseil atlantique** qu'un site donné soit de la "propagande étrangère" afin de lancer une cyber-offensive contre lui. Ces préoccupations ne sont qu'amplifiées lorsque l'une des principales sources gouvernementales pour l'article du Times déclare sans ambages que "le GCHQ a reçu l'ordre de supprimer les antivax [sic] en ligne et sur les médias sociaux. Il ont des moyens qu'ils ont utilisés pour surveiller et perturber la propagande terroriste, ce qui suggère que les cibles de la nouvelle cyberguerre du GCHQ seront, en fait, déterminées par le contenu lui-même plutôt que par leur origine "étrangère" présumée. L'aspect «étranger» semble plutôt être un moyen de contourner l'interdiction du mandat opérationnel du GCHQ de cibler le discours ou les sites Web des citoyens ordinaires.

Ce pivot plus large visant à traiter les prétendus "anti-vaccins" comme des "menaces pour la sécurité nationale" s'est poursuivi pendant une grande partie de cette année, sous l'impulsion notamment d'Imran Ahmed, le PDG du **Centre pour la lutte contre la haine numérique** basé au Royaume-Uni, membre du **Comité directeur du gouvernement britannique pour la lutte contre l'extrémisme**, Pilot Task Force, qui fait partie de la Commission du gouvernement britannique pour la lutte contre l'extrémisme.

Ahmed a déclaré au journal britannique **The Independent en juillet** que "j'irais au-delà du fait d'appeler les théoriciens de la conspiration anti-vaccins pour dire qu'ils sont un groupe extrémiste qui pose un risque pour la sécurité nationale". Il a ensuite déclaré que "une fois que quelqu'un a été exposé à un type de conspiration, il est facile de le conduire sur une voie où il adopte des visions du monde plus radicales qui peuvent conduire à un extrémisme violent", ce qui implique que les "anti-vaccins" pourraient se livrer à des actes d'extrémisme violent. Parmi les **sites web cités par l'organisation d'Ahmed** comme promouvant un tel "extrémisme" qui pose un "risque pour la sécurité nationale" figurent Children's Health Defense (NDLR: le site web de Robert Francis KENNEDY Jr.), le National Vaccine Information Center, Informed Consent Action Network et Mercola.com, entre autres.

De même, un groupe de réflexion lié aux services de renseignement américains — dont l'équivalent du GCHQ, la National Security Agency, participera à la "cyberguerre" récemment annoncée — a affirmé dans un **document de recherche publié** quelques mois à peine avant le début de la crise Covid-19 que "le mouvement "anti-vaccins" américain constituerait une menace pour la sécurité nationale en cas de "pandémie avec un nouveau virus".

InfraGard, "un partenariat entre le Federal Bureau of Investigation (FBI) et des membres du secteur privé", a averti dans le document publié en juin dernier que "le mouvement anti-vaccins américain serait également lié aux "campagnes de désinformation et de propagande sur les médias sociaux" orchestrées par le gouvernement russe", **comme le cite The Guardian**. Le document d'InfraGard affirme en outre que les principaux "anti-vaccins" sont alignés "sur d'autres mouvements de conspiration, y compris l'extrême droite... et sur les campagnes de désinformation et de propagande des médias sociaux menées par de nombreux acteurs étrangers et nationaux". Parmi ces acteurs figure la Internet Research Agency, l'organisation alignée sur le gouvernement russe."

Un article publié le mois dernier **par le Washington Post** affirmait que "l'hésitation sur les vaccins se mélange avec la négation du coronavirus et se confond avec les théories de conspiration américaines d'extrême droite, y compris le mouvement Q.a.n.o.n", que le FBI a qualifié l'année dernière de **menace potentielle de terrorisme** intérieur. L'article cite Peter Hotez, doyen de l'école de médecine tropicale du Baylor College of Medicine à Houston, qui a déclaré : "Le mouvement anti-vaccination américain se mondialise et va vers des tendances plus extrémistes".

Il convient de souligner que de nombreux "anti-vaxx" sont en fait des critiques de l'industrie pharmaceutique et ne sont pas nécessairement opposés aux vaccins en soi, ce qui rend les étiquettes "anti-vaxxer" et "anti-vaccin" trompeuses. Étant donné que de nombreux géants pharmaceutiques impliqués dans la fabrication des vaccins Covid-19 **font des dons / importants aux politiciens** des deux pays et ont été impliqués dans de nombreux scandales liés à la sécurité, utiliser les agences de renseignement de l'État pour mener une cyberguerre contre des sites qui enquêtent sur de telles préoccupations est non seulement troublant pour l'avenir du journalisme, mais cela suggère que le Royaume-Uni fait un pas dangereux pour devenir un pays qui utilise ses pouvoirs d'État pour traiter les ennemis des entreprises comme des ennemis de l'État.

L'entreprise soutenue par la CIA "militariser la vérité" avec l'IA

Début octobre, l'armée de l'air américaine et le commandement des opérations spéciales des États-Unis ont annoncé qu'ils avaient attribué un contrat de plusieurs millions de dollars à la société américaine de "d'intelligence artificielle" Primer. **Selon le communiqué de presse**, "Primer développera la toute première plate-forme d'apprentissage automatique pour identifier et évaluer automatiquement *la désinformation présumée* [italiques ajoutés]. Primer améliorera également sa plateforme de traitement du langage naturel pour analyser automatiquement les événements tactiques afin de fournir aux commandants une vision sans précédent des événements en temps quasi réel".

Selon Primer, la société "construit des machines logicielles qui lisent et écrivent en anglais, russe et chinois pour détecter automatiquement les tendances et les modèles sur de grands volumes de données", et leur travail "soutient la mission de la communauté du renseignement et du DOD (Département de la Défense des États-Unis) en général en automatisant les tâches de lecture et de recherche pour améliorer la rapidité et la qualité de la prise de décision". En d'autres termes, Primer développe un algorithme qui permettrait à la sécurité nationale de l'état d'externaliser de nombreux postes d'analystes militaires et de renseignement vers l'IA. En fait, la société **l'admet ouvertement**, en déclarant que ses efforts actuels "vont automatiser le travail généralement effectué par des dizaines d'analystes dans un centre d'opérations de sécurité pour ingérer toutes les données pertinentes à un événement au fur et à mesure qu'il se produit et les canaliser dans une interface utilisateur unifiée".

L'objectif ultime de Primer est d'utiliser son IA pour automatiser entièrement la formation des perceptions du public et devenir l'arbitre de la "vérité", telle que définie par l'État. Le fondateur de Primer, Sean Gourley, qui a précédemment créé des programmes d'IA pour l'armée **afin de suivre "l'insurrection"** dans l'Irak post-invasion, a affirmé dans un **article de blog en avril** que "la guerre informatique et les campagnes de désinformation deviendront, en 2020, une menace plus sérieuse que la guerre physique, et nous devons repenser les armes que nous déployons pour les combattre".

Dans ce même article, Gourley a plaidé pour la création d'un "Projet Manhattan pour la vérité" qui créerait une base de données de type Wikipédia accessible au public, construite à partir de "bases de connaissances [qui] existent déjà dans les agences de renseignement de nombreux pays à des fins de sécurité nationale". Gourley a ensuite écrit que "cet effort consisterait en fin de compte à construire et à améliorer notre

intelligence collective et à établir une base de référence pour ce qui est vrai ou non" comme l'ont établi les agences de renseignement. Il conclut son billet de blog en déclarant qu'"en 2020, nous commencerons à transformer la vérité en arme".

Notamment, le 9 novembre, le jour même où le GCHQ a annoncé ses plans pour cibler la "propagande anti-vaccins", [le site web américain NextGov a rapporté](#) que l'effort financé par Primer, financé par le Pentagone, s'était concentré spécifiquement sur la «désinformation liée au COVID-19». Selon le directeur scientifique de Primer, John Bohannon, "Primer va intégrer des capacités de détection de bots, de détection de texte synthétique et d'analyse de revendications textuelles non structurées dans notre plate-forme d'intelligence artificielle existante actuellement utilisée par le DOD. . . . Cela permettra de créer la première plateforme unifiée prête pour la mission afin de contrer efficacement la désinformation liée à Covid-19 en temps quasi réel".

Bohannon, qui travaillait auparavant comme journaliste de premier plan intégré aux forces de l'OTAN en Afghanistan, a également déclaré à NextGov que le nouvel effort de Primer axé sur le Covid-19 "classe automatiquement les documents dans l'une des 10 catégories pour permettre la détection de l'impact du COVID" sur des domaines tels que "les affaires, la science et la technologie, l'emploi, l'économie mondiale et les élections". Le produit final devrait être livré au Pentagone au cours du deuxième trimestre de l'année prochaine.

Bien qu'il s'agisse d'une société dite privée, Primer est profondément liée à l'État de sécurité nationale qu'elle est censée protéger en "militarisant la vérité". Primer est fière de se présenter comme une entreprise dont plus de 15% du personnel est issu de la communauté des services de renseignement ou de l'armée américaine. Le directeur du groupe de sécurité nationale de la société est [Brian Raymond](#), un ancien officier de renseignement de la CIA qui [a occupé](#) le poste de directeur pour l'Irak au Conseil de sécurité nationale des États-Unis après avoir quitté l'agence.

La société a également récemment ajouté plusieurs personnalités de la sécurité nationale à son conseil d'administration, notamment:

- [Le général Raymond Thomas](#) (à la retraite), qui a dirigé le commandement de toutes les forces d'opérations spéciales des États-Unis et de l'OTAN en Afghanistan et est l'ancien commandant du Commandement des opérations spéciales des États-Unis et du Commandement des opérations spéciales conjointes (JSOC).
- [Le lieutenant général VeraLinn Jamieson](#) (ret.), ancien chef d'état-major adjoint pour le renseignement, la surveillance et la reconnaissance de l'armée de l'air, qui a dirigé les forces de renseignement et les cyberforces de l'armée de l'air. Elle a également personnellement développé des "partenariats stratégiques" entre l'armée de l'air et Microsoft, Amazon, Google et IBM afin "d'accélérer la transformation numérique de l'armée de l'air".
- [Brett McGurk](#), l'un des "architectes en chef" de la "poussée" de la guerre en Irak, [aux côtés de la célèbre famille Kagan](#), en tant que directeur du NSC pour l'Irak, puis comme assistant spécial du président et directeur principal pour l'Irak et l'Afghanistan sous l'administration Bush. Sous Obama et pendant une partie de l'administration Trump, M. McGurk a été [l'envoyé spécial du président](#) pour la Coalition mondiale pour vaincre l'ISIS au département d'État, aidant à gérer [la "sale guerre"](#) menée par les États-Unis, le Royaume-Uni et d'autres alliés contre la Syrie.

En plus de ces récentes embauches au sein du conseil d'administration, Primer [a fait appel à Sue Gordon](#), l'ancienne directrice adjointe principale du renseignement national, en tant que conseillère stratégique. Mme Gordon avait auparavant "dirigé des partenariats au sein de la communauté du renseignement américain et

fourni des conseils au Conseil national de sécurité dans son rôle de directrice adjointe du renseignement national" et avait mené une carrière de vingt-sept ans à la CIA. Ces liens profonds ne sont pas surprenants, étant donné que Primer **est financièrement soutenu** par la branche de capital-risque de la CIA, In-Q-Tel, et par la branche de capital-risque du milliardaire **Mike Bloomberg**, Bloomberg Beta.

Désinformation guerre éclair de l'opération Warp Speed

L'intérêt croissant des États-Unis et du Royaume-Uni pour la "désinformation" concernant le vaccin Covid-19, en particulier en ce qui concerne les prochaines campagnes de vaccination, est étroitement lié à la stratégie d'engagement médiatique de l'opération Warp Speed du gouvernement américain.

Officiellement un "partenariat public-privé", l'opération Warp Speed, qui a pour objectif de vacciner 300 millions d'Américains d'ici janvier prochain, est dominée par l'armée américaine et **implique également** plusieurs agences de renseignement américaines, dont l'Agence de sécurité nationale (NSA) et le Département de la sécurité intérieure (DHS), ainsi que les géants technologiques liés au renseignement que sont **Google, Oracle** et **Palantir**. Plusieurs rapports **publiés dans The Last American Vagabond** par cet auteur et journaliste Derrick Broze ont révélé l'extrême secret de l'opération, ses nombreux conflits d'intérêts et ses liens profonds avec la Silicon Valley et les initiatives technocratiques orwelliennes.

Les directives officielles de Warp Speed discutent en détail de son plan par étapes pour faire participer le public et traiter les questions de "réticence à la vaccination". Selon le document de Warp Speed intitulé **"From the Factory to the Frontlines"**, "les communications stratégiques et les messages publics sont essentiels pour garantir une acceptation maximale des vaccins, ce qui nécessite une saturation des messages dans les médias nationaux". Il indique également que "la collaboration avec des partenaires établis — en particulier ceux qui sont des sources fiables pour les publics cibles — est essentielle pour faire progresser la compréhension, l'accès et l'acceptation des vaccins éventuels par le public" et que "l'identification des bons messages pour promouvoir la confiance dans les vaccins, lutter contre la désinformation et cibler la sensibilisation des populations vulnérables et à risque sera nécessaire pour atteindre une couverture élevée".

Le document note également que Warp Speed utilisera le cadre stratégique à trois volets du CDC pour son effort de communication. Le troisième pilier de cette stratégie est intitulé "Stop aux mythes" et a pour objectif principal "d'établir des partenariats pour contenir la propagation de la désinformation" ainsi que de "travailler avec des partenaires locaux et des messagers de confiance pour améliorer la confiance dans les vaccins".

Bien que ce document particulier de Warp Speed soit court sur les détails, **le guide provisoire du programme de vaccination Covid-19** du CDC contient des informations supplémentaires. Il indique que l'opération Warp Speed "fera appel à un large éventail de partenaires, de collaborations et de canaux de communication & d'information pour atteindre les objectifs de communication, sachant que les préférences en matière de canaux et les sources crédibles varient selon les publics et les personnes à haut risque de maladie grave et les populations critiques, et que les canaux n'ont pas tous la même capacité à atteindre les différents objectifs de communication". Elle déclare qu'elle concentrera ses efforts à cet égard sur les "canaux médiatiques traditionnels" (presse écrite, radio et télévision) ainsi que sur les "médias numériques" (Internet, médias sociaux et SMS).

Le document du CDC révèle en outre que la campagne de "messages publics" visant à "promouvoir l'adoption du vaccin" et à répondre aux "hésitations concernant le vaccin" est divisée en quatre phases et

ajoute que la stratégie de communication globale de Warp Speed "devrait être opportune et applicable pour la phase actuelle du programme de vaccination Covid-19".

Ces phases sont les suivantes :

- Avant qu'un vaccin ne soit disponible
- Le vaccin est disponible en quantité limitée pour certaines populations de la première heure
- Le vaccin est de plus en plus disponible pour d'autres populations critiques et pour le grand public
- Le vaccin est largement disponible

Étant donné que le candidat vaccin Covid-19 produit par **Pfizer(FR)** devrait être approuvé d'ici la fin novembre, il semble que l'État américain chargé de la sécurité nationale, qui exécute **essentiellement l'opération Warp Speed**, avec des "messagers de confiance" dans les médias, se prépare à entrer dans la deuxième phase de sa stratégie de communication, dans laquelle les organisations de presse et les journalistes qui expriment des préoccupations légitimes au sujet de Warp Speed seront déplagés pour faire place à la saturation "nécessaire" des messages pro-vaccins dans le paysage médiatique anglophone.

Source: <https://unlimitedhangout.com>

[ARTICLE SUR MONEYRANG.ORG](https://moneyrang.org)